

Agathe Van Lang

Droit de l'environnement

3^e édition mise à jour

Thémis droit



THÉMIS

DROIT PUBLIC

sous la direction de

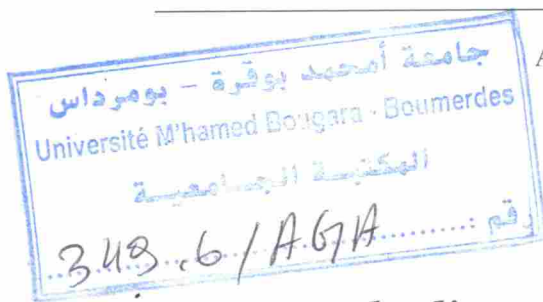
CATHERINE LABROUSSE-RIOU

Professeure émérite à l'Université de Paris I

et

DIDIER TRUCHET

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)



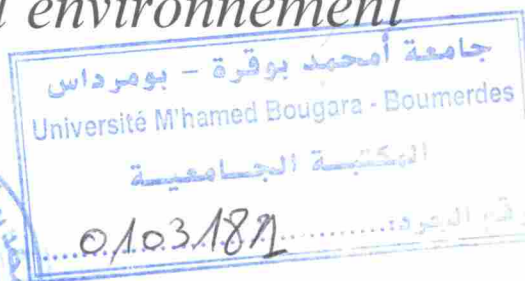
AGATHE VAN LANG

Professeure à l'Université de Nantes

Droit

de l'environnement

2019



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Sommaire

Principales abréviations.	XVII
Introduction. Le droit de l'environnement, entre pragmatisme et idéalisme ?	1
I Quelques éléments d'histoire	1
II L'émergence d'un droit réactif et empirique.	2
III La propension au conceptualisme	6
IV L'amorce d'une mutation	7
V Annonce du plan	8

PREMIÈRE PARTIE

ÉPISTÉMOLOGIE D'UN DROIT EN VOIE DE CONSOLIDATION

Chapitre I. Émergence de l'identité du droit de l'environnement	13
Section I / <i>Les obstacles originels à l'autonomie</i>	13
I Un objet insaisissable.	13
A L'environnement.	13
B Les notions collatérales.	16
1) Les notions relevant de l'écologie	16
2) La nature et ses avatars	19
II Des sources multiples.	21
A Les sources internationales.	21
B Les sources européennes	29
C Les sources nationales	32

III Des instruments hétéroclites	35
A Les procédés de police administrative	36
B La planification	37
C Le service public de la protection de l'environnement.	39
D Les contrats.	40
E Les approches volontaires	46
F Les contrats d'assurance	47
G L'outil fiscal	49
H La sanction pénale	50
Section II / <i>La reconnaissance d'une finalité spécifique : la protection de l'environnement</i>	52
I Du droit de la protection de l'environnement...	52
II ... Au droit à l'environnement	55
III Un droit distinct, par sa finalité, d'autres droits proches	65
Section III / <i>La structuration du droit de l'environnement autour de principes généraux.</i>	69
I Le principe de prévention	70
A Fondements du principe de prévention	70
1) Fondements théoriques	70
2) Fondements en droit international.	71
3) Fondements en droit communautaire et européen	72
4) Fondements en droit interne.	73
B Les applications du principe de prévention en droit positif	77
1) La définition de normes et de seuils	77
2) L'évaluation des impacts sur l'environnement	79
3) La prévention des risques naturels et des risques technologiques	86
a) La prévention des risques naturels	86
b) La prévention des risques technologiques majeurs.	91
II Le principe de précaution.	96
A Fondements du principe de précaution	97
1) Fondements en droit international.	97
2) Fondements en droit communautaire.	99
3) Fondements en droit interne.	100

B Les applications du principe de précaution en droit positif	103
1) L'utilisation du principe de précaution par les juridictions . . .	103
a) La réticence des juridictions internationales	104
b) La consécration du principe par les juges français et communautaire	105
2) L'amélioration du processus décisionnel	112
3) Précaution et responsabilité civile	115
III Le principe pollueur-payeur	119
A Signification du principe	119
1) La recherche de l'efficacité économique	119
2) La traduction juridique du principe	120
3) Les ambiguïtés du principe	124
B Les applications du principe pollueur-payeur en droit positif . .	128
1) Les normes antipollution	129
2) La fiscalité environnementale	129
a) Les taxes classiquement liées au principe pollueur-payeur . .	130
b) L'apparition des écotaxes	133
c) La théorie du double dividende	135
d) La TGAP	136
3) Le marché des droits d'émission, alternative à la réglementation	138
a) La maîtrise des gaz à effet de serre	138
b) L'apparition de nouveaux biens	144
Section IV / <i>Codification et constitutionnalisation : une double consécration de la spécificité du droit de l'environnement</i>	147
I Le Code de l'environnement, un demi-succès	147
II La Charte de l'environnement : un renforcement de l'effectivité du droit de l'environnement ?	149
Section V / <i>L'autonomie du droit de l'environnement</i>	156
I Le faux problème de la nature privée ou publique du droit de l'environnement	157
II Le faux problème de l'absence d'unité du droit de l'environnement	158
III L'inventaire comme symbole de l'autonomie du droit de l'environnement	160

Chapitre II. Un droit résolument moderne	165
Section I / <i>Le dépassement de contradictions traditionnelles grâce à des notions nouvelles</i>	167
I Le patrimoine commun de l'humanité au service de la réconciliation intérêt général-intérêts privés ?	168
A Environnement et propriété privée	168
1) Histoire de l'appropriation de la nature par l'homme	168
2) Les res nullius et res communis	169
3) Intérêt général et limitations du droit de propriété	171
4) La propriété privée, gardienne de l'environnement ?	176
B L'environnement, un patrimoine commun	180
1) Le patrimoine commun dans le droit positif	180
2) Signification et portée de la notion de patrimoine	183
II Le développement durable au service de la réconciliation croissance économique – protection de l'environnement ?	189
A La durabilité contre l'irréversibilité	190
B Les traductions juridiques du développement durable	193
1) En droit international et communautaire	193
2) En droit interne	195
C Le principe d'intégration	201
1) La double lecture de l'intégration	201
2) L'outil économique, moyen privilégié de l'intégration	202
a) Les éco-audits : audit et management environnemental volontaires	204
b) Les labels écologiques : la normalisation	205
3) Des exemples d'intégration	207
a) La politique agricole	207
b) Le droit des marchés publics	209
c) Le droit des sociétés	211
d) Le droit de la concurrence et du libre-échange	213
D Le développement durable, moteur ou frein à la protection de l'environnement ?	215

Section II / <i>Le renouvellement des schémas classiques</i>	217
Sous-section I : La consécration juridique de la pluralité des acteurs . .	218
I Une répartition des compétences favorable au pouvoir central . . .	218
A Les acteurs étatiques : hégémoniques mais limités	219
1) L'administration centrale	219
2) L'administration déconcentrée	222
3) L'administration consultative nationale	224
B Les collectivités locales, des acteurs indispensables mais peu spé- cialisés	226
1) Les communes et leurs groupements	228
2) Les départements	232
3) Les régions	235
II L'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux droits	239
A La diversification des acteurs en droit de l'environnement	241
1) Les associations de protection de l'environnement	241
a) L'agrément des associations	242
b) Les effets de l'agrément	244
2) Les experts et les agences	247
B L'affirmation de nouveaux droits	251
1) Le droit à la participation	252
a) L'enquête publique	253
b) La concertation préalable	256
c) Le débat public	257
d) La mise à disposition du public	260
e) La déclaration de projet	260
f) Le référendum local	261
2) Le droit à l'information	263
Sous-section II : Les aménagements du droit de la responsabilité	269
I Les particularités du dommage écologique	269
A La dualité du dommage écologique	269
B L'indemnisation du dommage écologique	270
1) Le préjudice causé aux hommes par l'intermédiaire du milieu	270
2) Le préjudice causé au milieu naturel	272

II L'objectivation du droit de la responsabilité	280
A Principe pollueur-payeur et responsabilité civile	281
B Les assouplissements du lien de causalité	286
C La généralisation des systèmes de responsabilité sans faute	287
1) La responsabilité pour troubles du voisinage	287
2) La responsabilité sans faute du fait des choses	289
3) Les régimes législatifs sectoriels de responsabilité	289
4) Les consécutions de la responsabilité objective en droit international	291
D Le recours à des fonds d'indemnisation	291
III Un changement de paradigme : de la prévention à la précaution	296

DEUXIÈME PARTIE

GESTION ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Chapitre I. La protection du vivant	301
Section I / <i>Les instruments d'une protection ciblée de la faune et de la flore</i>	302
I Le droit interne	302
1) Les espèces animales protégées	304
2) Les espèces végétales protégées	306
3) Les dérogations à la protection	307
4) L'indemnisation des dommages causés par les espèces protégées	307
5) L'introduction d'espèces dans le milieu naturel	308
II Le droit international et communautaire	309
Section II / <i>Les instruments d'une protection globale de la faune et de la flore</i>	319
I La protection globale en droit interne	319
A Les parcs nationaux	319
1) Présentation des parcs nationaux	319
2) La création des parcs nationaux	322
3) La gestion des parcs nationaux	323
B Les parcs naturels marins	326

C Les parcs naturels régionaux	327
1) Présentation des parcs naturels régionaux	327
2) La création des parcs naturels régionaux	328
3) La charte	329
4) La gestion des parcs naturels régionaux	330
D Les réserves naturelles	331
1) Présentation des réserves naturelles	331
2) La création des réserves naturelles	333
3) La gestion des réserves naturelles	335
II La conservation de la diversité biologique	336
A Le développement de réseaux en vue d'une protection globale de la nature	337
1) La directive « Habitats » et le réseau Natura 2000	337
2) La trame verte et bleue	342
B La Convention de Rio sur la diversité biologique	344
Chapitre II. La protection des milieux fragiles et des paysages.	349
Section I / <i>La protection du littoral et du milieu marin : un droit en voie de globalisation</i>	349
I L'appréhension juridique du littoral	349
II L'approche sectorielle du littoral	352
A La maîtrise de l'urbanisation	352
B La préservation des espaces littoraux naturels	355
1) Les espaces remarquables et caractéristiques du patrimoine littoral	355
2) La politique foncière de protection du littoral	357
III La gestion intégrée de la mer et du littoral	360
A Les débuts de la planification globale sur le littoral	361
B Le développement d'une politique globale pour le milieu marin	362
Section II / <i>La protection de la montagne</i>	363
I La montagne, entité géographique spécifique	364
II La préservation des sites et des paysages de montagne	366
A La préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine montagnard	366

B La maîtrise de l'urbanisation	367
1) L'urbanisation en continuité	367
2) Le développement touristique	368
3) La protection des rives naturelles des plans d'eau	369
Section III / <i>La protection des forêts</i>	371
I La dualité de régime des forêts	371
II La gestion durable des forêts	373
A Les principes fondamentaux de la politique forestière	373
B Le renforcement de la planification	375
III Les régimes résiduels de protection	378
Section IV / <i>La protection des paysages</i>	379
I La protection des sites, fragments du paysage	380
II La prise en charge juridique des paysages	383

PARTIE III

LIMITATION ET SANCTION DES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

Chapitre I. La lutte contre les pollutions	389
Section I / <i>Gestion et protection de l'eau</i>	389
I La gestion équilibrée de la ressource en eau	390
A Les grands principes	390
1) « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation »	390
2) La « gestion équilibrée et durable de la ressource en eau »	393
B La gestion intégrée de la ressource	394
1) La gouvernance de l'eau	394
2) La planification	396
II La police de l'eau	398
A Les objectifs de qualité de l'eau	399
1) Les objectifs généraux	399
2) Les objectifs particuliers	402
a) La prévention de la pollution des eaux potables	402
b) La protection des eaux souterraines	403
c) La qualité des eaux littorales	403

B La réglementation des activités polluantes	404
1) La réglementation des prélèvements et rejets	404
2) Les rejets d'origine domestique	408
3) La pollution d'origine agricole	411
Section II / <i>La pollution de l'air</i>	414
I Surveillance de la qualité de l'air et information du public	417
II La planification	419
A Les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie	419
B Les plans de protection de l'atmosphère	420
C Les plans de déplacements urbains	421
D Les zones d'actions prioritaires pour l'air	423
III Les mesures d'urgence	424
IV La lutte contre le changement climatique	426
A Les plans climat-énergie territoriaux	427
B La promotion des énergies renouvelables	428
Section III / <i>La pollution des sols</i>	430
I L'inventaire des sols contaminés par les déchets industriels	430
II L'élimination des sites contaminés	433
A La dépollution	433
1) Le débiteur de l'obligation de dépollution	433
2) L'étendue de l'obligation de dépollution	436
B La prévention	439
Chapitre II. La lutte contre les nuisances	443
Section I / <i>Les installations classées pour la protection de l'environnement</i>	443
I Le champ d'application de la loi	444
II L'ouverture des installations classées	446
A La procédure d'autorisation	446
B La procédure de déclaration	447
C La procédure d'enregistrement	448

III Les pouvoirs de l'autorité administrative.	449
A Au moment de l'ouverture	449
1) Les règles générales ministérielles	449
2) L'autorisation préfectorale	450
B Pendant le fonctionnement de l'installation classée	452
1) Les arrêtés complémentaires.	452
2) La surveillance des installations classées.	454
3) Les mises en demeure et sanctions administratives.	455
IV La protection des droits des exploitants	457
Section II / <i>La gestion des déchets</i>	459
I L'identification problématique du déchet.	460
A La notion de déchet : le temps des incertitudes	460
B L'amorce d'une clarification.	463
II Les principes de gestion des déchets.	464
A L'obligation de gestion des déchets	464
B La hiérarchie des modes de gestion des déchets.	466
C La gestion des déchets domestiques et municipaux	468
1) Le service public de la collecte et de l'élimination des déchets ménagers.	468
2) La planification	470
D Les déchets soumis à la responsabilité élargie du producteur.	471
E L'élimination des déchets dangereux	471
1) La planification	472
2) Les modes d'élimination des déchets dangereux	472
D La gestion des déchets radioactifs	473
Section III / <i>La lutte contre le bruit</i>	477
I La préservation de la tranquillité publique	479
II Les activités bruyantes.	480
III Le bruit au voisinage des aéroports.	482
IV Les transports terrestres	484

Chapitre III. La sanction des atteintes à l'environnement	487
Section I / <i>La sanction devant le juge pénal</i>	487
I L'infraction pénale	488
A Les sources	488
B Les éléments de l'infraction	490
C La poursuite de l'infraction	492
D La détermination de la personne pénalement responsable.	495
II La répression	497
A Les incriminations	497
B Les peines	499
Section II / <i>La sanction devant le juge administratif</i>	502
I Les sanctions pénales	502
II Les sanctions administratives	504
Annexes	507
Bibliographie	511
Index alphabétique	513

Droit de l'environnement

INTRODUCTION : *Le droit de l'environnement,
entre pragmatisme et idéalisme ?*

PREMIÈRE PARTIE : *Épistémologie d'un droit en voie
de consolidation*

Chapitre I – Émergence de l'identité du droit de l'environnement

Chapitre II – Un droit résolument moderne

DEUXIÈME PARTIE : *Gestion et protection de l'environnement*

Chapitre I – La protection du vivant

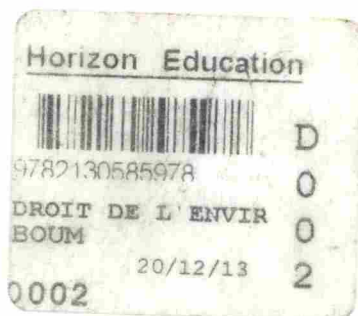
Chapitre II – La protection des milieux fragiles et des paysages

TROISIÈME PARTIE : *Limitation et sanction des atteintes
à l'environnement*

Chapitre I – La lutte contre les pollutions

Chapitre II – La lutte contre les nuisances

Chapitre III – La sanction des atteintes à l'environnement



ISBN : 978-2-13-058597-8



35 € TTC France

www.puf.com

